



**L'EMPLOI, LE CHOMAGE ET LES CONDITIONS D'ACTIVITE
DANS L'AGGLOMERATION D'ANTANANARIVO**

Premiers résultats de l'enquête emploi 1997.

Premier trimestre 1997

Jun 1997

Emploi 97 - Résumé

MADIO (MAdagascar-Dial-Instat-Orstom) est un projet chargé d'apporter aux autorités malgaches un appui à la réflexion macroéconomique. Une partie de ses travaux s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation de l'appareil statistique national. Le projet est cofinancé par l'Union Européenne, l'Orstom et le Ministère français de la Coopération, pour une durée de quatre ans (1994-1998). Il est basé dans les locaux de la Direction Générale de l'Instat à Antananarivo.

AVANT-PROPOS

Les résultats d'enquête présentés ici s'inscrivent dans un schéma d'études et de collaborations originales qui mérite d'être précisé.

1.- Un double objectif : l'analyse du fonctionnement du marché du travail et le suivi des conditions d'activité des ménages.

Le projet MADIO mène au sein de l'INSTAT, pour le compte du Ministère des Finances et de l'Economie, une série d'études sur le processus de transition macro-économique en cours, et les perspectives à moyen terme de Madagascar. Il est vite apparu que l'appréciation des conditions d'ajustement du marché du travail à la crise passait par la mobilisation d'informations statistiques adéquates.

La série d'enquêtes réalisées par le projet MADIO vise à permettre le suivi des conditions d'activité des ménages et du fonctionnement du marché du travail dans le temps. En effet, dans un pays où le facteur le plus abondant est justement le travail, et où le principal objectif de la politique économique est la réduction de la pauvreté, alors même que l'immense majorité des pauvres tirent leurs revenus du travail, il était paradoxal qu'aucun dispositif pérenne de suivi dans ce domaine ne soit intégré dans le système national d'informations statistiques. L'enquête dont nous présentons ici les résultats se propose de combler cette lacune, en se limitant dans un premier temps au marché du travail de la capitale.

En 1995, le projet MADIO réalisait et publiait une première série de trois enquêtes, tirée de la méthodologie de l'enquête 1-2-3, portant respectivement sur le marché du travail (phase 1), les unités de production informelles (phase 2) et la consommation des ménages (phase 3). En 1996, seule l'enquête emploi a été reconduite, sur la base du panel de ménages enquêtés en 1995. Cette année, l'enquête emploi a été réalisée sur la base d'une nouvelle stratégie de sondage et d'un échantillon élargi (voir méthodologie en annexe). De plus, une seconde phase « *santé-éducation-transfert* » (SET97) a été ajoutée au module emploi, dont les résultats seront disponibles d'ici la fin de l'année 1997.

Aujourd'hui donc, Madagascar dispose d'un instrument pérenne qui permet de suivre, en temps réel, l'évolution des principaux paramètres du marché du travail. Il convient de noter que Madagascar est un des rares pays d'Afrique sub-saharienne à bénéficier d'une enquête de ce type, qui rappelons-le est l'un des piliers de l'information économique sur les ménages dans la plupart des pays du monde. La présente publication reprend le plan des années précédentes. Elle porte sur la structure du marché du travail en 1997, et sur les éléments essentiels de sa dynamique temporelle.

2.- Un transfert de méthodologie au profit de l'INSTAT, pour le renforcement de l'appareil statistique national.

Pour renforcer le système d'informations statistiques, notamment sur les ménages, il a été convenu, qu'une enquête sur l'emploi, serait reconduite chaque année. Celle-ci portera dans un premier temps sur l'agglomération d'Antananarivo, en attendant que les conditions matérielles et humaines permettent son extension à d'autres zones du pays. Réalisée au cours du premier semestre de l'année en cours, la publication et la diffusion des premiers résultats constituera un rendez-vous annuel où l'on pourra juger de l'évolution du marché du travail, qui représente un élément fondamental de l'efficacité des politiques économiques mises en oeuvre. Rappelons que le plein emploi, à l'instar de la croissance, de la maîtrise des prix et des comptes extérieurs forment les quatre éléments que les macro-économistes ont coutume d'appeler le « carré magique ». Ce diagnostic doit donc donner des éléments aux autorités pour agir sur ce front.

Dans cette perspective, la stratégie du projet MADIO consiste à transférer progressivement la maîtrise de l'oeuvre de l'enquête emploi à l'INSTAT, de façon à permettre à l'institut de prendre en charge cette enquête sans appui extérieur à l'avenir. Ce transfert a été programmé sur une période de trois ans. En 1995, l'ensemble des opérations a été conçu et encadré par les cadres du projet MADIO, avec la participation directe d'experts étrangers à tous les stades. Dès cette première année, plusieurs fonctionnaires de l'INSTAT ont participé aux différentes phases de l'enquête, essentiellement à titre d'initiation aux techniques mises en oeuvre.

L'année 1996 a correspondu à une étape de transition. En premier lieu, l'enquête emploi 1996 se caractérise par un désengagement total de l'expertise étrangère, celle-ci n'intervenant plus qu'en bout de chaîne lors de l'analyse des premiers résultats. En second lieu, l'implication des membres de l'INSTAT à l'enquête emploi 1996 a été renforcée, les cadres malgaches du projet MADIO en assurant la cohérence d'ensemble (comité de validation).

Cette année, le transfert a été mené à son terme. La responsabilité de l'enquête a été entièrement assurée par **Faly RAKOTOMANANA**, chef du service « *Emploi et Revenus* » de la Direction des « *Statistiques des*



Ménages » de l'INSTAT. De plus, 11 fonctionnaires de l'INSTAT ont participé aux tâches de supervision (collecte et saisie), 3 autres ont été intégrés comme enquêteurs, et 14 comme opérateurs de saisie.

3.- Une opération réussie

Signes évidents de la réussite de cette opération : la cohérence interne des résultats (en particulier par rapport à ceux de 1995 et 1996, alors que l'échantillon a été totalement renouvelé), les délais de réalisation des différentes étapes et le respect de calendriers mobilisant la collaboration de plusieurs équipes. Décidées au début 1997, les opérations de dénombrement et de collecte se sont terminées en avril 1997, et les premiers résultats sont rendus disponibles en juin 1997. Ces derniers, objet de la présente publication, ont été rédigés par **Faly RAKOTOMANANA, Eric RAMILISON et François ROUBAUD**. Ils seront suivis d'analyses thématiques spécifiques qui feront l'objet de publications au cours du second semestre 1997.

L'enquête emploi 1997 vient ainsi compléter et actualiser le gros investissement de l'INSTAT et MADIO en matière d'informations statistiques sur les ménages, déjà réalisé (RGPH93, Enquête Permanente auprès des ménages 1993-94, Enquête MICS 1995, Enquête 1-2-3 1995, Enquête Emploi 1996) et en cours (Enquête Nationale Démographique et de Santé 1997, Enquête Prioritaire 1997, Enquête Santé-Education-Transfert 1997).

4.- Financement et remerciements.

Lancée grâce à l'appui financier de la Commission Européenne, cette enquête a également bénéficié du soutien du Ministère Français de la Coopération, de l'ORSTOM et bien sûr de l'INSTAT.

Finalement, nous tenons à remercier l'équipe des enquêteurs et des superviseurs qui ont travaillé dans des conditions parfois difficiles, et surtout **l'ensemble des 3 000 ménages qui ont répondu à cette enquête**, notamment les plus démunis d'entre eux, qui ont accepté de distraire quelques moments d'un temps précieux, le plus souvent consacré à la recherche d'activités économiques susceptibles de leur procurer des conditions de vie décentes et dignes. Nous espérons que ces instants offerts gratuitement contribueront, à travers l'utilisation des résultats de ce travail, à oeuvrer dans le sens de ces objectifs légitimes.

**ROUBAUD François
PROJET MADIO**

Liste des cadres de l'enquête emploi 1997

Responsable

RAKOTOMANANA Faly (INSTAT, MADIO)

ANDRIANASOLO Faralahinavalona (INSTAT, saisie)
RABEARISOA Volahanitra (INSTAT, Saisie)
RABEMANANJARA Irène (Consultante, collecte)
RAKOTOBÉ Monique (INSTAT, saisie)
RAKOTONJOHARY Claude (INSTAT, collecte)
RANARISON Léonce (Consultant, collecte)
RANDRIAMIARINA Dorothée (INSTAT, collecte)
RATSIMANDRESY Rachel (Consultant, collecte)
RAVELONJATOVO Hanitriniaina (INSTAT, collecte)

FENO Henri Charles (Consultant, collecte)
RABEJOHARY Hanta (Consultant, collecte)
RABEMIHAJA Hanitriniaina (Consultant, collecte)
RAKOTOMALALA Oliniaina (Consultant, collecte)
RAMAHEFARIVO Jean Bruno (Consultant, collecte)
RAMILISON Eric (MADIO)
RANDRIAMIVALISOA David (INSTAT, saisie)
RAVELONANDRO Dieudonné (Consultant, collecte)
ROUBAUD François (MADIO, ORSTOM)



TABLE DES MATIERES

(nombre de pages : 44)

Avant-propos

Premiers résultats de l'enquête emploi 96

I.- LA SITUATION SOCIO-DEMOGRAPHIQUE

Dynamique migratoire et religion.

Scolarité.

Composition des ménages.

II.- L'ACTIVITE

Les taux d'activité.

Qui sont les inactifs?

III.- LE CHOMAGE

Profils des taux de chômage.

Qui sont les chômeurs?

Caractéristiques et durée du chômage.

Le mode de recherche d'emploi.

Le type d'emploi recherché.

Prétentions salariales des chômeurs.

IV.- STRUCTURE ET DYNAMIQUE DES EMPLOIS

Dynamique des emplois sur longue période.

La pluri-activité.

V.- REVENUS DU TRAVAIL ET CONDITIONS D'ACTIVITE

Les revenus du travail dans l'emploi principal

Horaires de travail et sous-emploi.

Conditions de travail et prestations des travailleurs dépendants.

VI.- INSERTION DES MENAGES SUR LE MARCHE DU TRAVAIL

Elaboration d'une typologie de ménages.

VII.- CARACTERISTIQUES DE L'HABITAT PAR TYPE DE MENAGES

Les conditions d'habitation discriminent les catégories de ménages.

Un accès à la propriété limité.

VIII.- TRAJECTOIRES ET PERSPECTIVES

La mobilité sociale entre générations.

Le type d'emplois désirés par les jeunes générations.

IX.- DYNAMIQUE DU MARCHE DU TRAVAIL ENTRE 1996 ET 1997

La dynamique de l'activité entre 1996 et 1997.

Dynamique du chômage entre 1996 et 1997.

Dynamique des emplois entre 1996 et 1997.

Dynamique des revenus du travail entre 1996 et 1997.

Dynamique du sous-emploi entre 1996 et 1997

La dynamique des revenus des ménages entre 1996 et 1997.

CONCLUSION

Méthodologie

Le marché du travail en chiffres

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : Type de ménages suivant le sexe du chef
Tableau 2 : Taux d'activité par sexe et par âge
Tableau 3 : Taux de chômage par sexe et par âge en 1997
Tableau 4 : Caractéristiques des chômeurs, et durée du chômage
Tableau 5 : Prétentions salariales et salaire de réservation des chômeurs
Tableau 6 : Structure des emplois par secteur institutionnel
Tableau 7 : Caractéristiques de l'emploi principal par secteur institutionnel
Tableau 8 : Caractéristiques de l'emploi principal par secteur institutionnel et catégorie socio-professionnelle
Tableau 9 : Taux de bénéficiaires de prestations par secteur institutionnel en 1997
(pour les travailleurs dépendants)
Tableau 10 : Distribution des différentes catégories de ménages
Tableau 11 : Principales caractéristiques des chefs de ménage par type de ménages
Tableau 12 : Principales caractéristiques des membres secondaires par type de ménages
Tableau 13 : Revenus d'activité des ménages par unité de consommation
Tableau 14 : Origine du revenu d'activité des ménages par type de ménages
Tableau 15 : Principaux éléments de confort de l'habitat discriminant les catégories de ménages
Tableau 16 : Principaux éléments d'équipement discriminant les catégories de ménages
Tableau 17 : Mode d'occupation des logements par catégorie de ménages
Tableau 18 : Nombre moyen d'années d'études du père et de ses enfants selon la génération et le sexe
Tableau 19 : Table de mobilité scolaire
Tableau 20 : Table de mobilité intergénérationnelle suivant la branche d'activité
Tableau 21 : Table de mobilité intergénérationnelle suivant la catégorie socio-professionnelle (CSP)
Tableau 22 : Emploi désiré par les jeunes et création d'emploi : le rêve impossible
Tableau 23 : Evolution des taux d'activité par âge entre 1995 et 1997
Tableau 24 : Dynamique du chômage entre 1996 et 1997
Tableau 25 : Evolution de la structure des emplois par secteur institutionnel entre 1996 et 1997
Tableau 26 : Evolution des revenus du travail dans l'emploi principal 1996-1997
Tableau 27 : Evolution du sous-emploi entre 1995 et 1997
Tableau 28 : Evolution du revenu des ménages par secteur institutionnel entre 1996 et 1997

LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1 : La pyramide des âges
Graphique 2 : Niveau scolaire par classe d'âge
Graphique 3 : Taux d'activité par sexe et par âge
Graphique 4 : Taux de chômage par sexe et par âge
Graphique 5 : Répartition des actifs occupés par âge et par type d'emplois
Graphique 6 : Dynamique de la création brute d'emplois par secteur institutionnel
Graphique 7 : Distribution des revenus de l'emploi principal par secteur institutionnel



L'EMPLOI, LE CHOMAGE ET LES CONDITIONS D'ACTIVITE DANS L'AGGLOMERATION D'ANTANANARIVO

Premiers résultats de l'enquête emploi 1997.

RESUME

L'enquête emploi 1997 révèle le contexte général et les traits saillants de l'activité et du chômage dans l'agglomération d'Antananarivo.

Entre 1996 et 1997, la population potentiellement active (individus âgés de 10 ans et plus), s'est accrue de 2,8%, en passant de 741 000 à 762 000 personnes. Dans le même temps, la population active a augmenté au rythme de 3,6%, de 466 000 à 483 000 personnes. On observe donc **une hausse légère du taux d'activité, de 62,9% à 63,4%**.

Cette croissance est essentiellement due à **l'augmentation du taux d'activité des hommes**, qui gagne près de 2 points, tandis que dans le même temps, les femmes se désengagent du marché du travail. **La part des travailleurs découragés parmi les inactifs gonfle fortement entre 1996 et 1997**. Ils étaient 62 000 l'année dernière et passent à 77 000 cette année, soit respectivement 22,7% et 27,7% des inactifs.

En baissant de 32 000 à 28 000, le nombre de chômeurs (au sens du BIT) recule de 13%, ce qui correspond à **une chute du taux de chômage de 1 point, de 6,8% à 5,8%, entre 1996 et 1997**. Si la durée du chômage se stabilise de 20 à 19 mois, le chômage de longue durée reste majoritaire (60%), et en hausse par rapport à l'année dernière (51%), marquant la persistance des difficultés d'insertion des chômeurs. Le taux de chômage recule pour toutes les catégories de main-d'oeuvre, quel que soit leur niveau de qualification, sauf pour les actifs ayant fréquenté l'université, où le chômage est en faible hausse (resp. 6,3% et 6,6%).

Entre 1996 et 1997 la population active occupée de la capitale est passée de 434 000 à 455 000 personnes, soit un taux de croissance annuel de +4,8%. Le taux d'emploi, défini comme la proportion d'actifs occupés dans la population potentiellement active, gagne près d'un point, 58,6% à 59,5%. C'est le résultat conjoint de la montée des taux d'activité et de la baisse du chômage.

La création nette d'emplois est entièrement imputable au secteur privé, résultat en conformité avec la nouvelle politique en sa faveur. Des 20 000 emplois supplémentaires, 15 000 ont été générés par le secteur informel. Le secteur privé formel en créait 7 000, tandis que le poids du secteur public recule. L'apport spécifique de la zone franche mérite d'être souligné. Bien qu'elle ne représente encore que 4,6% des emplois, sa contribution à la création nette d'emplois entre 1996 et 1997 a été de 12%. Le secteur informel quant à lui continue sa lente «colonisation» du marché du travail. Il comptait 58,8% des emplois en 1996, ils sont aujourd'hui 59,5%. Parallèlement, le taux de salarisation se redresse de 51,1% à 52,6%.

Le secteur privé formel hors zone franche renoue avec la croissance. Avec 98 000 emplois aujourd'hui, il retrouve son niveau de 1995, après une perte de près de 5% de ses effectifs en 1996. Quant au **secteur public, le point le plus négatif est sans aucun doute le vieillissement accéléré de ses salariés**. D'année en année, l'écart se creuse avec les autres secteurs. **En 1996, 64,3% des emplois créés dans l'année l'ont été par le secteur informel, tandis que le secteur public n'y contribuait que pour 4,2%**.

Souvent mise en avant, la pluri-activité est considérée comme une stratégie des ménages et des individus pour accroître leur revenu, et compenser leur chute en période de récession. **Sur 455 000 actifs occupés à Antananarivo, 58 000 déclarent exercer une activité secondaire** au cours de la semaine de référence, ce qui porte **le taux de pluri-activité à 12,7%**, en augmentation par rapport à l'année dernière (9,6%). **Ces emplois secondaires s'exercent presque exclusivement dans le secteur informel** qui en accueille 87,9% à lui seul. Conformément à un argument parfois invoqué, ce taux de pluri-activité varie selon les secteurs institutionnels. Le maximum est atteint pour les salariés du secteur public (14%).

La rémunération mensuelle moyenne dans l'emploi principal est de 175 000 Fmg, tandis que la rémunération médiane ne dépasse pas 120 000 Fmg. Mais celle-ci cachent de fortes disparités, notamment entre les secteurs institutionnels.

Dans **le secteur public**, où l'ancienneté moyenne des salariés est la plus élevée, les revenus sont également supérieurs. Le revenu moyen mensuel est plus important dans les entreprises publiques que dans l'administration : 372 000 Fmg contre 272 000 Fmg. C'est dans **le secteur privé formel** que la charge de travail est la plus lourde, avec plus de 46



heures hebdomadaires, pour un revenu moyen de 198 000 Fmg. Pour un nombre d'heures encore plus élevé, les salariés des **entreprises franches** gagnent moins : 156 000 Fmg en moyenne. Enfin, **le secteur informel** reste le moins rémunérateur (141 000 Fmg par mois).

Au total, plus de la moitié des actifs occupés perçoivent moins de 123 000 Fmg par mois, un montant qui correspond au salaire minimum des catégories les moins qualifiées, en vigueur au premier trimestre 1997. Mais ils sont plus des deux tiers dans le secteur informel, tandis que neuf fonctionnaires sur dix gagnent entre 123 000 et 492 000 Fmg.

Entre février 1996 et février 1997, dates pour lesquelles ont été relevés les revenus, plusieurs facteurs importants ont affecté le marché du travail. D'une part, les salaires administrés ont été relevés fin 1996. Ce relèvement a touché aussi bien les salaires publics que le salaire minimum. Il a été progressif et favorable aux bas salaires. D'autre part, la bulle inflationniste qui a affecté Madagascar en 1994 et 1995, a été résorbée. Entre février 1996 et février 1997, les prix à la consommation ont augmenté de 6%, contre 36% et 44% les deux années précédentes.

Dans ce contexte, les revenus nominaux ont augmenté de +25% en moyenne **en un an**, soit l'équivalent d'un **gain de pouvoir d'achat de 18%**. Si tous les secteurs bénéficient de cette embellie, **les salariés des entreprises publiques et du secteur privé formel sont les mieux lotis**, avec une croissance de 35% et 32% du salaire réel moyen. Les fonctionnaires et les travailleurs du secteur informel sont moins favorisés, même s'ils enregistrent un gain réel d'environ 10%.

L'évolution de la distribution des revenus est contrastée suivant les secteurs. Elle est plutôt favorable aux bas salaires dans l'administration, le secteur informel et la zone franche, et plus inégalitaire dans le secteur formel (entreprises publiques et privées).

En évolution, le sous-emploi global, qui cumule les trois formes de sous-emploi (visible, invisible et chômage), a reculé de 59,5% à 57,5% de la population active en un an. Malgré cette légère embellie, **le sous-emploi reste toujours le principal problème du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo**.

La croissance des revenus d'activité individuels se transmet aux revenus des ménages. Ainsi entre 1996 et 1997, **le revenu d'activité nominal des ménages** (emplois principal et secondaire) a crû de +16,8%, soit une augmentation de **+10,0% en termes réels**. Cependant cette amélioration a été inégalement répartie, puisque ce sont les « *ménages formels* » qui ont connu la plus forte appréciation, avec +37%, +21% et +2% respectivement pour les « *ménages privés formels* », les « *ménages publics* » et les « *ménages informels* ».

En conclusion, **l'enquête met en évidence l'image d'un marché du travail en phase de récupération**. Pour la première fois depuis de nombreuses années, **les ménages de la capitale commencent à tirer profit de la politique économique de transition vers l'économie de marché**. La baisse du taux de chômage et du sous-emploi, la croissance du secteur privé, notamment en zone franche, et surtout l'augmentation du pouvoir d'achat de la rémunération du travail, qui touche tous les secteurs, sont autant de signes encourageants, incitant à la poursuite des efforts déjà consentis.

Malgré cette embellie indiscutable, **un certain nombre de faiblesses structurelles demeurent**. Le sous-emploi massif, malgré un chômage relativement faible en est le symptôme patent. Les emplois du secteur informel, qui jusqu'ici a servi d'amortisseur, restant très précaires, les politiques visant à la résorption des déséquilibres macro-économiques devront prendre en compte explicitement cette situation afin d'améliorer les conditions d'activité des ménages, qui constituent la clef de leur bien-être.

METHODOLOGIE

L'enquête emploi, est une enquête statistique, visant à appréhender l'emploi et les activités économiques des ménages, notamment dans le secteur informel. Il s'agit d'une enquête auprès des ménages de l'agglomération d'Antananarivo qui collecte des informations sur l'offre de travail et le mode d'insertion des individus sur le marché du travail. Ce type d'informations sur les ménages fait cruellement défaut, alors même que l'environnement international et les politiques d'ajustement particulièrement sévères affectent fortement les conditions de vie de la population.

Le plan de sondage retenu utilise la technique des enquêtes aréolaires stratifié à deux degrés, le premier consistant en un tirage de segments (constitué dans la plupart des cas de Fokontany), et le second sélectionnant des ménages dans ces segments. A partir d'une mosaïque de photographies aériennes récentes (février 1994) de la ville, les limites réelles de la conurbation d'Antananarivo ont été obtenues, après validation sur le terrain. L'agglomération est définie comme un ensemble d'habitations connexes (les solutions de continuité ne devant pas dépasser 200 mètres), englobant la ville administrative d'Antananarivo Renivohitra. A l'intérieur de ces frontières, les 108 segments tirés au premier degré proviennent de l'échantillon-maître de zones de dénombrement mis au point par la DDSS de l'INSTAT à partir du recensement de la population de 1993 RGPH93. Il s'agit d'un sondage stratifié (4 strates ont été retenues en fonction du type d'habitat et du niveau d'instruction) avec tirage aléatoire proportionnel à la taille de la population. Au second degré, l'échantillon de ménages a été constitué par tirage aléatoire systématique de ménages sur liste, ces ménages ayant été exhaustivement dénombrés dans l'ensemble des 108 segments.

Les opérations de dénombrement des ménages ont eu lieu en février 1997 et la collecte sur le terrain en mars-avril 1997. Le mois de mai a été consacré à la saisie et à l'apurement des fichiers. Les fichiers ont été analysés durant la première quinzaine de juin, tandis que la publication et la présentation des premiers résultats ont été réalisés fin juin 1997.

Finalement, 36 311 ménages ont été dénombrés dans les 108 segments dispersés dans toute l'agglomération. 13 128 personnes appartenant à 3 000 ménages ont pu être enquêtées. Cet échantillon a permis d'identifier 9 898 individus de 10 et plus, dont 5 865 actifs occupés et 368 chômeurs, assurant la qualité des estimateurs statistiques pertinents. On peut juger de la qualité des résultats de l'enquête, en les comparant à ceux issus des deux enquêtes emplois précédentes (1995 et 1996). La remarquable stabilité d'une année sur l'autre des données de structure (notamment socio-démographiques) prouve la robustesse de la méthode utilisée. Pour les années à venir, l'échantillon de 3 000 ménages sera renouvelé d'un tiers chaque année, afin d'assurer la continuité des séries d'estimateurs.

Cette année l'enquête emploi a été complétée par une seconde phase, portant sur la santé, l'éducation et les transferts entre les ménages, à partir d'un échantillon aléatoire de 1 000 ménages issus des 3 000 ménages enquêtés dans l'enquête emploi.

CONCEPTS ET INDICATEURS

Population en âge de travailler : population âgée de 10 ans et plus.

Population active : chômeurs plus population active occupée.

Chômeurs : personnes n'ayant pas travaillé (ne serait-ce qu'une heure) lors de la semaine précédant l'enquête, et ayant recherché un emploi au cours du mois précédant l'enquête.

Population active occupée : population ayant travaillé au moins une heure au cours de la semaine précédant l'enquête, plus les personnes n'ayant pas travaillé mais qui ont normalement un emploi et qui sont soit en vacance, soit malades, soit en grève, soit qui sont en arrêt provisoire de travail, plus tous les individus qui doivent commencer à travailler au cours du mois suivant l'enquête.

Secteur Informel : ensemble des unités de production qui ne possèdent pas de numéro statistique (n°STAT), ou, dans le cas des patrons et des travailleurs à leur propre compte, qui ne tiennent pas de comptabilité.

Taux d'activité : rapport de la population active à la population en âge de travailler.

Taux de chômage : rapport du nombre de chômeurs à la population active.

Taux de dépendance : rapport du nombre de personnes au chômage ou inactives, au nombre d'actifs occupés dans chaque ménage.

Taux de salarisation : rapport du nombre de salariés, à la population active occupée.

Taux de pluri-activité : rapport du nombre de personnes exerçant un ou plusieurs emplois secondaires, à la population active occupée.

Taux de sous-emploi visible : rapport du nombre d'actifs occupés travaillant involontairement moins de 35 heures par semaine, à la population active occupée.

Taux de sous-emploi invisible : rapport du nombre d'actifs occupés gagnant moins que le salaire minimum horaire, à la population active occupée. Pour les comparaisons inter-temporelles 1995, 1996, 1997, le salaire minimum retenu correspond à l'équivalent en pouvoir d'achat du salaire minimum horaire en vigueur au moment de la première enquête en 1995.

Taux de sous-emploi global : rapport du nombre de chômeurs, et d'actifs occupés en situation de sous-emploi (visible ou invisible), à la population active.

Le marché du travail en chiffres : agglomération d'Antananarivo 1995-1997

	1995	1996	1997	Evolution 96/97
Situation socio-démographique				
Population	932 000	977 000	1 028 000	+4,8%
Âge médian	21 ans	21 ans	21 ans	-
Proportion de migrants	26,8%	24,9%	18,9%	-6,0 pts
Taux net de scolarisation primaire	82,4%	80,2%	87,6%	+7,4 pts
Taux net de scolarisation secondaire (1er cycle)	33,1%	28,1%	33,8%	+5,7 pts
Proportion de 10 ans et + qui déclarent parler français couramment	25,3%	27,0%	27,9%	+0,9 pt
Nombre de ménages	196 500	201 300	211 800	+5,2%
Taille moyenne des ménages	4,74	4,82	4,83	+0,01
Proportion de ménages dirigés par une femme	19,8%	20,1%	17,7	-2,4 pts
Activité				
Nombre d'actifs	443 000	466 000	483 000	+3,6%
Taux d'activité	63,5%	62,9%	63,4%	+0,5 pt
Taux d'activité des hommes	68,8%	67,9%	69,7%	+1,8 pts
Taux d'activité des femmes	58,5%	58,3%	57,5%	-0,8 pt
Taux d'activité des 10-14 ans	12,6%	10,0%	11,2	+1,2 pts
Nombre de travailleurs découragés	73 000	62 000	77 000	+24,2%
Chômage				
Nombre de chômeurs	28 000	32 000	28 000	-12,5%
Taux de chômage	6,3%	6,8%	5,8%	-1,0 pt
Taux de chômage des hommes	5,8%	7,2%	5,7%	-1,5 pts
Taux de chômage des femmes	6,8%	6,3%	6,0%	-0,3 pt
Proportion de primo-demandeurs	42,5%	47,0%	48,6%	+1,6 pts
Durée moyenne du chômage (mois)	29,8	19,6	18,9	-0,7 mois
Proportion de chômeurs de longue durée	64,3%	51,2%	59,5%	+8,3 pts
Salaire de réservation des chômeurs (1 000 Fmg)	97	126	152	+20,6%
Emploi				
Nombre d'actif occupés	415 000	434 000	455 000	+4,8%
Proportion d'emplois dans l'administration publique	11,6%	11,6%	9,7%	-1,9 pts
Proportion d'emplois dans les entreprises publiques	2,6%	2,7%	3,3%	+0,6 pt
Proportion d'emplois dans le secteur privé formel	26,7%	25,6%	26,1%	+0,5 pt
Proportion d'emplois dans le secteur informel	57,5%	58,8%	59,6%	+0,8 pt
Nombre d'emplois dans les entreprises franches	13 000	19 000	21 000	+13,4%
Nombre d'heures ouvrées par semaine	41,6	42,0	43,3	+1,3 heures
Taux de salarisation	54,2%	51,1%	52,6%	+1,5 pts
Taux de pluri-activité	9,2%	9,6%	12,7%	+3,1 pts
Revenu mensuel moyen dans l'emploi secondaire (1 000 Fmg)	54	93	78	-16,1%
Revenus et sous-emploi (l'évolution des revenus est mesurée en pouvoir d'achat)				
Revenu mensuel moyen dans l'emploi principal	103	140	175	+17,7%
Revenu mensuel médian dans l'emploi principal	65	100	120	+13,0%
Revenu mensuel moyen dans l'administration	180	237	272	+8,1%
Revenu mensuel moyen dans les entreprises publiques	209	259	372	+35,2%
Revenu mensuel moyen dans le secteur privé formel	126	166	232	+31,6%
- dont revenu mensuel moyen dans les entreprises franches	79	141	157	+4,5%
Revenu mensuel moyen dans le secteur informel	69	105	125	+12,1%
Taux de sous-emploi visible	14,4%	15,4%	15,2%	-0,2 pt
Taux de sous-emploi invisible	48,4%	44,9%	42,1%	-2,8 pts
Taux de sous-emploi global	59,5%	57,3%	53,8%	-3,5 pts